

## **Termes de référence - rapport sur les forêts françaises et le climat**

### **Présentation du contexte :**

Les forêts françaises sont aujourd'hui à la croisée des chemins, comme l'a été l'agriculture dans les années 1950-1960.

En effet, depuis le Grenelle de l'Environnement en 2007 et le discours de Sarkozy à Urmatt en 2009, dans de nombreux pays européens, les projets industriels de valorisation énergétique du bois se multiplient.

Après la reconversion de la centrale à charbon de Gardanne en centrale à biomasse, les discussions se tournent désormais vers les centrales de Cordemais ou du Havre. Des usines transforment des arbres entiers en granulés, des arbres qui contribuent au stockage du carbone en forêt et dont une bonne partie auraient pu être utilisée pour la construction - considérée comme un stock de carbone durable.

La quasi-indifférence dans laquelle se développent ces projets est symptomatique de l'absence de débat critique en France sur la gestion forestière. En 2019, la Commission européenne devra valider le [Plan National Énergie Climat](#) et le Plan National d'Action pour les Forêts (LULUCF) du gouvernement français. Ces deux plans font partis des réglementations qui contribuent aux objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone publiée en 2018 qui s'inspire elle-même largement d'une étude controversée de l'[Institut national de la recherche agronomique \(INRA\)](#). Une stratégie forestière allant à contresens des recommandations du [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), qui alerte sur le risque de dépassement des seuils d'emballement climatique dans les prochaines années.

Pour faire face à cette demande croissante en bois, les forêts de feuillus sont progressivement remplacées par des plantations de résineux dans certains massifs - opération aux conséquences irréversibles qui impacte lourdement le fonctionnement des écosystèmes. La pression s'accroît aussi bien sur les forêts privées que sur les forêts publiques.

Dans ce contexte changeant, la biodiversité typiquement forestière disparaît et les paysages se banalisent, réduisant les espaces de nature accessibles aux citoyens. Les forestiers voient leur métier se dénaturer, passant d'un métier de sylviculteur à un d'exploitant/planteur. Les scieries traditionnelles, qui valorisent l'exploitation de feuillus et de gros résineux, périssent à cause de la forte simplification de la chaîne d'approvisionnement, entraînant dans leur chute une réduction des emplois en zone rurale.

## Objectifs de l'étude :

- Proposer une alternative à la stratégie forestière développée par le gouvernement français, qui permettrait à la filière forêt-bois de circuits courts de contribuer à la lutte contre les changements climatiques.
- Proposer une contre-évaluation des quantités de bois d'industrie et de bois énergie exploitables de façon soutenable et durable.

## Hypothèses :

- Cette étude cherchera à être compatible avec le [scénario CLARA](#) de stabilisation du climat à +1,5°C et s'inspirera de la méthodologie développée par le [Oko Institut](#) dans le cadre de l'étude sur les forêts allemandes.
- Cette étude a pour objectif d'évaluer ce que les forêts peuvent produire de façon soutenable et durable, et les quantités possibles de bois pouvant être enlevées des forêts pour répondre aux besoins de notre société (et non adapter la forêt aux dits besoins).
- Partant du postulat que la surface boisée par habitant étant élevée en France, nous n'aurions de ce fait pas besoin d'importer de produits forestiers provenant de pays tiers pour répondre aux besoins des Français. Cela implique donc de remettre en question les niveaux d'importation et de consommation. L'étude se penchera aussi sur l'éventualité d'exporter une partie de la production vers des Etats européens moins boisés.

## Plan détaillé

- A. Démontrer que la stratégie forestière du gouvernement français conduit à une exploitation des forêts françaises incompatible avec un scénario de maintien du réchauffement climatique à +1.5°C

En partant du cadre de l'étude CLARA, l'objectif de cette partie est de discuter la contribution de la filière-bois en circuits courts dans la lutte contre les changements climatiques :

- Démontrer que les forêts françaises sont en majorité jeunes (dynamique de déprise agricole) et sous-capitalisées.
- Discuter le postulat de sous-exploitation de la forêt française.
- Faire une analyse critique du modèle de l'INRA en discutant principalement :
  - 1) le postulat de dégradation de la forêt dans le cadre d'une sylviculture intensive
  - 2) les limites de l'équivalence faite entre « effet de substitution » et « stockage de carbone » par les forêts ou les produits du bois.
  - 3) les risques du modèle « intensif » pour (1) la fertilité des sols à long terme (notamment par l'augmentation de la récolte de menus bois <7cm et aux projets de récolte de souches) et (2) la biodiversité.
- Montrer que la priorité actuelle est de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour éviter de franchir les seuils d'emballement climatique
- Évaluer la surface et la localisation actuelles des forêts non ou peu exploitées, soit en raison d'un statut de protection ou d'accueil, soit pour des raisons d'accessibilité ou d'exploitabilité, soit par une absence de gestion par morcellement ou par choix du propriétaire.
- Aborder l'intérêt de maintenir ou augmenter cette surface non-exploitée pour restaurer le bon état de fonctionnement écologique des forêts. Proposer une estimation de la surface totale de forêts à laisser en libre évolution, comparer et mettre en perspective avec l'objectif du rapport CLARA de laisser 25% des forêts en libre-évolution et évaluer l'intérêt en terme de stockage du carbone.
- Aborder l'intérêt pour la biodiversité de mieux répartir les surfaces non-exploitées pour qu'elles couvrent l'ensemble du territoire (et pas uniquement les zones de montagne), et à des échelles différentes (allant des massifs aux îlots de vieillissements dans les forêts gérées).

B. Proposer un autre modèle de gestion forestière et évaluer son impact sur le stockage de carbone

- Définir une gestion réellement soutenable : forêt durable sans recours massif aux intrants (automation biologique), apportant des emplois de qualité à son territoire (attractifs), préservant la biodiversité forestière et assumant des fonctions sociales.
- Définir (qualitativement) les compartiments du cycle du carbone impactés par la filière forêt-bois : essences favorisées ou plantées, surface et intensité des coupes, terme d'exploitabilité, matériel d'exploitation et de travaux,

produits-bois réalisés et durée de séquestration dans ces produits. Décrire les compartiments et pratiques peu documentés voir oubliés (cfr Leturc).

- Montrer le fort potentiel de développement d'une foresterie en couvert continu (expérience et technicité du réseau Pro Silva – AFI) et évaluer (quantitativement) le potentiel de stockage de carbone lié à l'absence de coupe rase et à l'allongement de l'âge d'exploitabilité des différentes essences. Discuter les conditions et le modèle économique permettant la transformation des gros bois.
- Évaluer la surface de forêt (et donc le volume de bois) qui est réellement en « impasse sylvicole » et pour laquelle des plantations sont indispensables, avec une perspective de couvert continu en fin de cycle suivant. Évaluer l'impact de ces plantations sur le stockage de carbone.
- Évaluer le potentiel de bois d'œuvre mobilisable en sylviculture soutenable et les durées de séquestration du Carbone selon les produits.
- Évaluer, par déduction du BO, le gisement de bois pour des usages industriels et énergétiques (BIBE) principalement les bois d'éclaircies et les produits connexes de scieries.

C. Montrer que le gisement de BIBE est limité et que des arbitrages sont indispensables

- Identifier (qualitativement) les concurrences d'usage autour du BIBE : papier/carton, panneaux de bois, bois énergie, biocarburants dits avancés à base de bois, biogaz, matériaux isolants à base de bois, chimie issue du bois. Montrer les effets de vase communicant.
- Faire une cartographie des projets en développement en France métropolitaine (notamment bois énergie) et évaluer les besoins en BIBE pour ces différents usages.
- Idéalement, croiser au niveau des régions l'adéquation entre l'offre soutenable (partie 2) et la demande.
- Évaluer la pertinence de développer de nouveaux projets industriels de biomasse, évaluer leur impact carbone compte-tenu des distances d'approvisionnement (plus c'est gros plus ça vient de loin), et en particulier, le projet de reconversion de la centrale à charbon de Cordemais en centrale à biomasse.
- Proposer des alternatives : (1) réduction des consommations et développement d'autres énergies renouvelables pour s'adapter au potentiel réel des forêts ; (2) développer le bois-énergie dans des unités de petite taille (approvisionnement local) à haut rendement (co-génération).

**Rôle du consultant, de Fern et de Canopée :**

Le/la consultant(e) :

- Modélise le stockage et séquestration de carbone dans les forêts en fonction d'hypothèses à définir (principalement, laisser 25% de la surface forestière en libre évolution et augmenter l'âge d'exploitation des forêts gérées), avec l'aide de Canopée pour rassembler la littérature nécessaire
- Rédige la partie 1 et 2
- Participe à la relecture et à la consolidation de la partie 3

Fern :

- Valide le cadrage de l'étude
- Valide les hypothèses de modélisation
- Relecture et validation de l'ensemble de l'étude
- Diffusion de l'étude aux décideurs importants à Bruxelles, aux ONG dans d'autres pays qui souhaiteraient réaliser des études similaires
- Traduction en anglais

## Canopée :

- Coordonne la réalisation de l'étude
- Valide les hypothèses de modélisation
- Appuie le consultant sur la partie 1 et 2, en aidant à identifier des données et articles scientifiques, en prenant en charge la rédaction de sous-parties (à définir, mais notamment la partie en lien avec le rapport CLARA) et une relecture de l'ensemble.
- Rédige la partie 3
- Coordonne la réalisation des infographies et la mise en page
- Organisation d'un plan de diffusion en France

## Calendrier

- Début du travail : dès que possible
- Restitution de l'étude : fin juin
- Infographies / mise en page (à la charge de Fern/Canopée) : juillet à début août
- Publication : fin août, après la publication du rapport du GIEC sur les terres (15/16 août).

## Points de contact:

Kelsey Perlman - Chargée de plaidoyer forêts et climat, Fern, [kelsey@fern.org](mailto:kelsey@fern.org)

Sylvain Angerand - Coordinateur des campagnes, Canopée, [sylvain.angerand@canopee-asso.org](mailto:sylvain.angerand@canopee-asso.org)